

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

2 rue du Verseau
Zone Silic
94150 Rungis

Références : UBDEO-ECD-2026-154
Code AIOT : 0005800528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté Route Départementale n° 316 Lieu-dit Les Vallots 27700 Bouafles. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 18 février 2026, la société CEMEX a sollicité un rendez-vous sur le site du quai d'Alizay avec Monsieur le sous-préfet de l'Eure, dans le cadre de la demande de la société VPK d'étendre les heures de fonctionnement de ce quai.

Par ailleurs, des plaintes sur le bruit dans le secteur parviennent régulièrement à l'inspection des installations classées, qui a jugé opportun de se rendre sur place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- Route Départementale n° 316 Lieu-dit Les Vallots 27700 Bouafles
- Code AIOT : 0005800528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX est titulaire d'une autorisation d'exploiter un quai de déchargement à Alizay via l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2023, rattaché à leur carrière de Bouafles Les Vallots, autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quai Alizay - Horaire	AP Complémentaire du 10/11/2023, article 2.2.1	Sans objet
2	Quai Alizay - Bruit	AP Complémentaire du 10/11/2023, article 2.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cemex a sollicité l'avis de l'état concernant une demande de la société VPK d'étendre les horaires de fonctionnement du quai d'Alizay, actuellement autorisé de 7h à 18h, du lundi au vendredi. Ce secteur est particulièrement sensible au niveau de l'impact sonore, des plaintes au sujet du bruit étant régulièrement déposées auprès de l'inspection des installations classées.

Il a été convenu qu'une étude de bruit approfondie devait être conduite préalablement à tout dépôt de dossier de modification porté par la société CEMEX.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quai Alizay - Horaire

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2023, article 2.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Durée de fonctionnement
Prescription contrôlée : Les activités de chargement ou déchargement de bateaux ont lieu exclusivement de 7h00 à 18h00 en semaine. Il n'y a pas d'activité les samedis et dimanches.
Constats : Dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'utilisation du quai à Alizay, la société CEMEX réalise ponctuellement des opérations de manutention de papier pour le compte de la société VPK (voisine du site) : <ul style="list-style-type: none">• déchargement de barges, avec dépôt direct des balles de papier sur le plateau d'un camion, afin d'atteindre la zone de stockage ;• dans l'autre sens, approche par camion des bobines que Cemex charge dans le bateau.

Cette opération est autorisée, sous réserve :

- aucun entreposage temporaire des papiers n'est réalisé au niveau du quai de chargement/déchargement "Cemex" ;
- respect des plages journalières et horaires de fonctionnement (7h à 18h du lundi au vendredi uniquement) ;
- prendre toutes les dispositions pour éviter les envols de papiers lors des opérations de transports et de chargement/déchargement ;
- maintien du site propre, nettoyage régulier de manière à éviter la présence de papiers dans la Seine ou à terre.

Par courriel du 18 février 2026, la société CEMEX a demandé un rendez-vous avec Monsieur le sous-préfet de l'Eure, étant sollicitée par la société VPK afin d'étendre les heures de fonctionnement de ce quai, principalement le samedi et en soirée (18h-22h), ou même éventuellement toute la nuit.

Lors de la visite sur site, incluant une représentante de la sous-préfecture des Andelys, Cemex a indiqué que la société VPK aimerait profiter de l'opportunité du quai pour décharger plus de bobines de vieux papiers et charger des bobines neuves, quand le quai n'est pas utilisé, c'est-à-dire les nuits (de 18h à 7h du matin), ainsi que le samedi. Le quai ne serait pas utilisé du samedi soir 18h au lundi matin 7h.

Cemex a indiqué que ces opérations sont moins bruyantes que les opérations liées au déchargement de terres dans les bennes des camions.

Il a été indiqué à la société CEMEX que le dépôt d'un dossier de demande de modification devait s'accompagner à minima:

- d'une étude de bruit : bruit ambiant de jour, bruit ambiant de nuit (à différents moments de la nuit), au niveau du quai mais aussi de la route entre le quai et VPK, avec et sans le fonctionnement de l'usine BEA voisine du quai, bruit au déchargement et au chargement du papier, simulation des émergences, etc;
- de l'étude de l'impact sur le trafic : routier entre le quai et VPK, fluvial sur la seine;
- d'une prise de contact avec l'inspection du travail pour déterminer si la demande de travail de nuit et le samedi s'accompagne de conditions particulières inhérentes liées au transport et à l'utilisation du quai ;
- d'une discussion avec les mairies d'Alizay et des Damps.

A priori, cette demande de modification est au moins notable. Elle pourrait même être substantielle au regard de l'article R.181-46-I 3° du code de l'environnement. Une consultation du public paraît donc pertinente au vu des premiers éléments. L'ensemble de la procédure ne pourra être déterminée qu'à la réception d'un dossier de demande complet et régulier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quai Alizay - Bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2023, article 2.2.4

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores liées à l'exploitation de l'apportement fluvial doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées et notamment les valeurs limites d'émergence dans les zones où celle-ci est réglementée figurant dans le tableau ci-dessous :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 20 heures
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

À cet effet tous les engins de chantier opérant sur l'apportement sont équipés d'avertisseur de recul à fréquences mélangées type « cri du lynx » ou tout autre dispositif équivalent à l'exclusion des dispositifs « bip de recul ».

L'engin (pelle) utilisé pour le déchargement/chargement des bateaux est exclusivement à motorisation électrique.

Une campagne de mesure acoustique est réalisée lors du premier chargement ou déchargement opéré sur l'apportement pour mesurer l'impact de cette nouvelle activité au niveau des zones à émergence réglementée sur la commune des Damps.

Constats :

Le quai d'Alizay se situe dans un environnement sonore particulièrement sensible, avec des plaintes récurrentes de la part de riverains. Les industries concernées par les plaintes sont : Ashland, Double A, VPK et CEMEX pour son quai. La mairie des Damps est également très attentive au sujet bruit.

Lors de la dernière plainte du 14 février 2026, CEMEX avait indiqué utiliser « une nouvelle pelle électrique équipée d'un godet racleur qui permet lors de l'ouverture du godet de dégager toutes les terres collantes sans devoir claquer le godet pour les faire tomber dans la benne du camion », ainsi que « sensibilisons les chauffeurs de camion pour éviter l'usage du klaxon » et rester « attentifs aux camions qui seraient encore équipés du bip de recul et non pas du cri du lynx ».

Le jour de la visite sur site, une barge était présente à quai, et une pelle déchargeait dans un camion des terres à destination du site RMM, dans le cadre du remblaiement de l'ISDI.

Cemex a expliqué le système de feux, actionné par le personnel présent dans la pelle quand le

camion est chargé (feu vert), évitant ainsi le coup de klaxon pour prévenir de la fin du chargement.

L'inspection a constaté que les camions venant sur site étaient équipés du cri du lynx (alarme de recul moins bruyante que les traditionnels "bip" de recul).

Type de suites proposées : Sans suite